

Cahiers de!
HISTOIRE

revue d'histoire critique

AU NOM DES PAUVRES



Cahiers de HISTOIRE

revue d'histoire critique

EN PARTENARIAT AVEC ESPACES MARX
ET LA FONDATION GABRIEL PÉRI

Sommaire n° 101

Avril-mai-juin 2007

5 . Le mot de la rédaction

Dossier



AU NOM DES PAUVRES

11 . Jean-François Wagniar

Au nom des pauvres

15 . Marc Deleplace

L'anarchiste comme discrédit de la figure du pauvre dans le discours politique révolutionnaire

31 . Jean-François Wagniar

Le poète et l'anarchiste : du côté de la pauvreté errante à la fin du XIX^e siècle

51 . Stéphane Sirot

La pauvreté comme une parenthèse : survivre en grève du XIX^e siècle à la Seconde Guerre mondiale

65 . Romain Huret

« Des pauvres toujours à nos côtés ? »

Les guerres contre la pauvreté aux États-Unis au vingtième siècle

Chantiers



- 83 . Vincent Chambarlhac
Lévi-Strauss en socialisme

Métiers



Transmettre l'Histoire



- 103 . Entretien avec Marie-Christine Vergiat, présidente de la LDH de Seine-Saint-Denis
A propos de la mallette pédagogique de la Ligue des Droits de l'Homme
Propos recueillis par Pascal Guillot
- 109 . Bernard Sergent
Du musée de l'Homme au musée du quai Branly : la régression culturelle

Débats



- 121 . Sébastien Jahan
Trous de mémoire, silences, relectures apologétiques et histoire de colonisation : du bon usage du terme « négationnisme »
- 131 . Rencontre avec Karim Mroué
Réflexions sur le marxisme aujourd'hui et le communisme arabe du xx^e siècle
Entretien réalisé par Anne Jollet

Livres



- 147 . *Un jeudi à l'Assemblée. Politiques du discours et droit au travail dans la France de 1848*, Thomas Bouchet
- 149 . « *L'Humanité* » de Jaurès à nos jours, Christian Delporte, Claude Pennetier, Jean-François Sirinelli et Serge Wolikow (dir.)
- 156 . *Le péché originel du xx^e siècle*, Domenico Losurdo
- 158 . *Tutti cadaveri. Le procès de la catastrophe du Bois du Cazier à Marcinelle*, Sébastien Jahan

- 162 . Publications reçues
- 163 . Annonces

Réflexions sur le marxisme aujourd'hui et le communisme arabe du xx^e siècle

Rencontre avec Karim Mroué

Entretien réalisé par Anne JOLLET,

Karim Mroué est aujourd'hui un écrivain reconnu pour ses analyses politiques et historiques dans l'ensemble du monde arabe. Il a été l'un des dirigeants du Parti communiste libanais pendant de longues années. Nous l'avons rencontré à Paris à l'automne 2006 à l'occasion de la parution en France du livre *Communistes dans le monde arabe*. Dans les textes de ce livre partagé avec Samir Amin, il examine les origines des difficultés des communistes arabes et l'apport possible de Marx à la réflexion sociale contemporaine.

Anne JOLLET (A. J.) :

Je vais partir de questions sur ton livre qui vient de paraître aux éditions *Le Temps des Cerises*, *Communistes dans le monde arabe*¹. Première chose : peux-tu nous expliquer comment vous l'avez conçu, pourquoi cette sortie maintenant, et aussi le statut différent des textes qui composent l'ensemble, et pourquoi maintenant cette production en français ?

Karim MROUÉ (K. M.) :

Ce livre devait paraître l'année passée. C'est à cause de certaines difficultés dans la maison ou les maisons d'édition qu'il paraît seulement maintenant. Finalement, on s'est mis d'accord avec Francis Combes. C'est Samir Amin qui l'a rencontré. Le livre devait paraître en principe avec les trois textes : deux textes de moi et un texte de Samir Amin. Le premier texte, le mien, est un entretien sur le marxisme qui a eu lieu il y a déjà trois ans. C'est un peu vieux, mais il conserve quand même à mon avis son actualité, parce qu'il répond à beaucoup de questions sur ma vision du marxisme d'aujourd'hui, prenant en considération le fait qu'il y a tellement de changements dans le monde, surtout après la chute du régime socialiste soviétique. Par conséquent, ce premier texte est important pour moi, parce que c'est la première fois que j'ai essayé, à travers cet entretien suscité par Abd-El-Ilah-Belkedziz, professeur de philosophie marocain², de préciser vraiment ma pensée à propos du marxisme aujourd'hui, pour dire que Marx continue d'être

actuel, mais pas dans le sens propagé par l'Union soviétique, selon lequel tout ce que Marx a écrit est toujours actuel. Dire cela, c'était d'ailleurs aller contre Marx lui-même, puisque Marx a toujours considéré que ses idées ne constituaient pas un dogme. Il avait déjà dit, de son vivant, qu'il était contre le terme « marxisme », pour ne pas donner à ses idées le caractère d'un dogme. Je suis de son avis, et je partage sa méthode dialectique et matérialiste, parce que ce qui reste de Marx, c'est sa méthode.

A. J. :

Tu considères que c'est l'aspect le plus fécond ?

K. M. :

Le plus fécond, oui. Et même s'il y a certains changements produits par les événements de l'Histoire, c'est ce qui reste, et c'est ce que Marx a toujours souligné. Ceci pour le premier texte.

A. J. :

Ce texte a-t-il été publié en arabe ?

K. M. :

Oui, il a été publié en arabe, tout d'abord dans la revue *Al-Tariq*³, puis l'année dernière dans un livre rassemblant les contributions de seize intellectuels arabes. A la lecture de cet entretien, ils ont donné leur opinion, leurs idées. Certains étaient d'accord avec moi, d'autres non, mais enfin c'était intéressant.

A. J. :

Donc une relecture de Marx par des intellectuels arabes ?

K. M. :

Oui, par des intellectuels arabes, mais au sujet de mon entretien. Ce livre est paru l'année dernière.

A. J. :

Il a été publié au Liban, et diffusé dans différents pays ?

K. M. :

Il a été publié au Liban et diffusé dans le monde arabe. J'ai fait une séance de signatures, j'en ai dédicacé 230 en deux heures. Le deuxième texte est une sorte d'historique, mais très bref, sur l'histoire du mouvement communiste arabe et sur sa décadence. Il explique comment et dans quelles conditions ce mouvement est

apparu dans les différents pays et dans les différentes périodes, à partir de l'année 1919, c'est-à-dire deux ans après la Révolution d'octobre. D'ailleurs, certains marxistes, avant même de former leur parti, étaient déjà influencés par les idées du socialisme à partir de la fin du XIX^e siècle. J'ai donc considéré que les partis communistes qui ont été constitués à partir de l'année 1919 n'ont pas été constitués seulement comme réaction et appui à la révolution d'Octobre, mais qu'ils continuent le patrimoine du socialisme dans les pays arabes, qui avait commencé déjà à la fin du XIX^e siècle. Alors j'ai parlé des difficultés que les partis communistes avaient rencontrées dans leurs pays au fil du temps, et aussi à cause de leur attachement presque total à l'Union soviétique. Et par conséquent, il y a eu des difficultés du fait de ce qu'ils apprenaient de l'Union soviétique, et de l'Internationale communiste jusqu'à sa disparition. Il y a eu constamment des tentatives de la part de l'Union soviétique d'imposer aux partis communistes des idées et même des politiques qui ne convenaient pas à ces partis communistes dans leurs propres pays. Cela me semble au cœur de ce qui a contribué aux difficultés qui se sont accumulées, jusqu'à ce que j'appelle une sorte de décadence. Mais pendant cette période de presque trois quarts de siècles, les communistes arabes ont été des forces essentielles et importantes dans leurs propres pays. Tous, sans exception. Bien sûr, il y a eu des partis qui étaient plus importants, d'autres moins, mais tous ont contribué à la lutte dans tous les domaines, notamment politique et social. Et il y a un grand nombre d'intellectuels éminents, dans les pays arabes, qui ont été directement membres des partis communistes, ou bien liés d'une manière ou d'une autre à ces partis communistes. J'ai voulu examiner si, avec la fin de l'Union soviétique, les partis communistes pouvaient continuer à exister et à se développer. Certains exemples montrent que ce n'est pas le cas. Alors, pour ne pas écarter la possibilité d'une évolution, je dis : « Un avenir inconnu »...

Voilà, ce sont les deux textes. Maintenant, pour le premier texte qui paraît dans le livre, Francis Combes m'a demandé d'ajouter quelque chose sur la guerre de juillet 2006 entre Israël et Hezbollah, parce que les gens veulent comprendre un peu ce qui s'est passé. Ce sont donc des réflexions sur cette guerre au Liban, ses racines, ses débuts et ses conséquences. Le Liban est actuellement face à son avenir avec des difficultés extraordinaires, de l'intérieur et de l'extérieur, mais surtout de l'extérieur : pays arabes, pays amis, mais les problèmes que nous avons viennent surtout des pays voisins, des pays frères, et de la Syrie en particulier. Voilà, en gros, pourquoi ces textes ont paru dans ce livre-là. Le quatrième texte est de Samir Amin, qui y évoque son expérience dans le mouvement communiste égyptien. Il parle seulement de son mouvement communiste, tandis que moi, j'ai commencé mon texte sur le mouvement communiste arabe en parlant un peu de mon expérience dans la dernière période de ma vie, à la direction du parti communiste libanais.

C'est une expérience un peu difficile, et j'explique ici quelles sortes de difficultés j'ai connues.

A. J. :

Quelques questions me sont venues à la lecture de ce texte. D'une part, tu évoques longuement le poids des relations avec l'Union soviétique sur le PC libanais, mais tu situes bien cela dans une situation générale qui est celle de tous les partis de la III^e Internationale, avec des recherches de solutions diverses, des situations différentes dans différents pays. Notamment, tu évoques les PC français, italien et espagnol pour exprimer aussi les différences possibles de choix politiques pour les dirigeants des différents pays, notamment par rapport à l'eurocommunisme : penses-tu que ce dernier a eu une influence sur l'évolution des partis communistes arabes, et notamment au Liban ? Et que veux-tu dire quand tu parles, à propos du parti communiste italien, du fait qu'il est « immunisé », protégé de l'intérieur depuis ses débuts, dans la continuité de Gramsci ? Immunisé, c'est par rapport à la tutelle soviétique ?

K. M. :

C'est ça. Moi, je suis devenu communiste en 1948, c'est-à-dire l'année où le Kominform a chassé Tito de la famille socialiste. Mais en 1956, j'étais déjà en Europe. J'étais à Budapest comme représentant de la Jeunesse Démocratique Arabe de Judée. J'ai suivi les travaux du XX^e congrès du Parti communiste soviétique, et j'ai commencé à lire un peu l'histoire des partis d'Europe. J'étais particulièrement attaché au Parti communiste français, parce j'y avais des camarades qui étaient aussi des amis. Mais avec le temps, j'ai commencé à voir que la réaction de Togliatti était plus franche et plus directe en 1956, après le XX^e congrès et surtout le rapport sur les crimes de Staline, quand il a dit : « Je dois déclarer que dans le socialisme, le socialisme soviétique, il y a une faille de caractère structurel. » Ce n'était pas facile de dire ces mots-là, à ce moment-là. Par conséquent, j'ai considéré alors qu'il y avait une continuité par rapport à Gramsci. J'ai beaucoup lu Gramsci. Il avait une certaine indépendance à l'égard du modèle soviétique, bien qu'il ait passé l'essentiel de sa vie en prison. Ensuite, j'ai suivi Togliatti et Berlinguer. J'ai connu Berlinguer à partir des années 50 lorsqu'il était à la tête des Jeunesses communistes italiennes et président de la FMJD⁴. Je l'ai rencontré à plusieurs reprises lorsqu'il était secrétaire général du Parti communiste italien. Il a continué la politique de Togliatti lorsqu'il a parlé du « compromis historique ». Le « compromis historique », c'était tout à fait nouveau dans le communisme international. Je ne veux pas dire que l'eurocommunisme avait le même esprit que Togliatti et Berlinguer, mais c'est une tentative qu'à mon avis l'Union soviétique

a étouffée. Ils ont étouffé une tentative, de la part des partis d'Europe, des grands partis, c'est-à-dire italien, français et espagnol... Le parti espagnol était un grand parti mais malheureusement, avec l'intervention de l'Union soviétique, ce parti a été cassé, écrasé, on ne sait pas au service de qui, ni de quoi. Les partis français et italien avaient eux suffisamment de force et d'histoire, parce qu'ils n'ont pas eu le drame espagnol, alors ils étaient capables de tenir face à l'intervention soviétique. Je me rappelle très bien qu'après le décès de Maurice Thorez, ils ont essayé de travailler avec Jeannette Vermeersch contre Georges Marchais, et ils ont créé un groupe. Mais le parti était plus fort que ces tentatives de la part de l'Union soviétique. Donc lorsque j'ai parlé du Parti communiste italien, c'est en prenant en considération cette expérience que j'ai eue, très généralement, à partir des années 50.

A. J. :

Et de la même façon, quand tu parles de l'expérience espagnole, à laquelle tu fais allusion, c'est le parti espagnol de Santiago Carrillo de la fin des années 70, après la mort de Franco ? Quand tu écris : « Je pense que Carrillo s'est trompé dans l'orientation de son mouvement... »

K. M. :

Dans quel sens ? À mon avis, il était très cassant, à la différence des dirigeants du parti italien ou du parti français. Je l'ai peu connu, mais son frère était un ami à moi au temps de la jeunesse. J'ai beaucoup suivi les déclarations de Carrillo, il était trop cassant dans ses prises de positions politiques. Il voulait dépasser le parti français et le parti italien, sans prendre en considération le fait qu'il sortait à peine de la clandestinité du temps de Franco. Donc il était fragile, et il n'a pas pris en compte sa fragilité. C'est dans ce sens-là qu'il s'est trompé dans sa politique, dans son adaptation...

A. J. :

Dans une stratégie qui a affaibli l'eurocommunisme ?

K. M. :

Oui, c'est cela qui à mon avis a entraîné la fin du parti espagnol, sa division en plusieurs partis. Aujourd'hui encore, il est divisé en deux. C'est dans ce sens-là que le parti a été écrasé, du temps de Carrillo. Est-il mort maintenant ? En tout cas, s'il est vivant, ce doit être un vieillard ⁵. Pourtant, dans le temps des années 30, 40, et même 50, la Pasionaria avait une grande autorité, dans la clandestinité comme à l'extérieur de l'Espagne, parce que le Parti communiste espagnol était un grand parti. Et à mon avis, c'est dans les années 60 que Santiago Carrillo a voulu aller trop vite, et d'une manière brutale. C'est ma critique à son égard. C'est dommage,

parce que l'eurocommunisme était une expérience nouvelle très importante. Et les Soviétiques avaient essayé d'obliger tous les partis qui leur étaient liés à être contre l'eurocommunisme. Pour nous, ils n'en ont pas été capables. Nous ne l'avons pas accepté. Nous avons refusé de signer toutes les déclarations préparées par l'Union soviétique contre l'eurocommunisme, parce que nous avons aussi notre expérience. Nous avons connu en 1966-1967, avant l'eurocommunisme, l'intervention brutale de l'Union soviétique contre notre parti. Comment refuser cette intervention dans notre parti et l'accepter dans les autres partis ? C'est pour cela que nous avons refusé catégoriquement. D'accord ou pas d'accord, ce n'était pas notre affaire. C'était l'affaire de ceux qui avaient essayé de créer ce mouvement-là.

A. J. :

Pourrais-tu revenir justement sur cet épisode du Parti communiste libanais, et peut-être aussi sur l'apport de Hassan Hamdane, auquel tu fais souvent allusion, et dont la pensée n'est pas bien connue des Français ?

K. M. :

Sur le rôle de Hassan Hamdane ?

A. J. :

Oui, par rapport à la pensée marxiste.

K. M. :

Hassan Hamdane était un novateur⁵. Il a commencé son travail théorique à partir de la fin des années 60. Il a fait son doctorat en France et il a écrit un livre, qui est la publication de son doctorat. Ce sont des éléments théoriques essentiels pour une nouvelle pensée marxiste. Il avait commencé à donner sa méthode en tant que marxiste. Il a été influencé par Althusser. Il est considéré parmi les marxistes comme althussérien. Après avoir publié ce livre, qui est le fondement de sa pensée et qui est aussi le fondement de sa méthode théorique, il a publié plusieurs livres, dont un a été publié en France, sur l'État confessionnel. Il a été publié en français. Bien sûr, sa contribution est sa contribution à lui. Je ne peux pas dire que ses conclusions théoriques sont les mêmes que celles du parti. Le parti avait décidé, après avoir dépassé sa crise de 1966 liée à l'intervention soviétique, lors de son deuxième congrès en 1968, que tous les intellectuels en général, et les penseurs en particulier, ont la liberté de penser, d'écrire, de publier, sans qu'il soit nécessaire que leurs conclusions ou leurs positions soient les mêmes que celles du parti. Ce sont des penseurs, et eux-mêmes doivent travailler pour créer des débats. C'est pour enrichir notre pensée. C'est dans ce sens-là que je ne pense pas nécessaire que les écrits d'Hamdane soient conformes à l'opinion du parti. Dans le domaine

idéologique, nous avons été assez ouverts. A la fin des années 80, j'ai été désigné, en tant que Secrétaire général adjoint, comme responsable des questions idéologiques, ce qui ne m'a pas beaucoup plu. J'ai accepté, mais en réalité je n'ai guère travaillé dans ce sens, parce que celui qui est désigné comme responsable de l'idéologie devra l'orienter, ce qui va pratiquement arrêter l'innovation. Or, c'est contraire à ce que nous avons décidé au deuxième congrès, c'est-à-dire que les penseurs doivent avoir toute liberté de penser, d'innover, de créer, de discuter, de débattre de toutes les questions difficiles. En réalité, malgré son rapport avec Althusser, Hamdane était assez orthodoxe, parce que pour lui le socialisme, la classe ouvrière... C'est la classe ouvrière qui doit diriger la Révolution pour le triomphe du socialisme. Et d'après lui, le mouvement de libération nationale arabe, dans son essence, doit conduire à créer les conditions pour aller au socialisme, avec un rôle déterminant dans ce processus de la classe ouvrière.

A. J. :

À travers cette influence d'Althusser, n'y avait-il pas, comme il y a eu en France, un mouvement pro-chinois s'opposant à la tutelle soviétique ?

K. M. :

Non. Nous avons au début des années 60, après la scission, un petit groupuscule pro-chinois, mais il a disparu. Et après quelques années, ils sont venus s'excuser auprès du parti, et lui ont donné tout ce qu'ils avaient. En 1987, je suis allé en Chine sur l'invitation du parti communiste chinois. J'étais le chef de la délégation, et à notre arrivée les camarades de la section internationale du Comité central ont commencé par s'excuser de leur intervention à l'intérieur de notre parti dans les années 60. Ils nous ont dit cela, et nous avons rigolé du fait que la Chine s'excuse auprès du Parti communiste libanais pour une intervention dans les années 60...

A. J. :

Il n'y a pas le même phénomène à la fin des années 60, quand il y a les événements de 68 en Europe ?

K. M. :

Non. Par contre, il y avait un courant pro-soviétique. Deux camarades du Secrétariat et trois camarades du Comité central, avec un petit groupe, ont continué à être pro-soviétiques.

A. J. :

Après le congrès de 1968 ?

K. M. :

Oui. Mais pas de pro-chinois.

A. J. :

Tout à l'heure, je t'avais demandé si tu pouvais revenir sur la crise de 1966.

K. M. :

Notre parti a toujours été pro-soviétique, depuis sa création en 1924. D'ailleurs, je l'ai un peu expliqué dans le deuxième texte, celui sur le communisme. En 1924, nous ne formions qu'un seul parti, avec le Parti communiste syrien. Il y a eu une scission en 1964, et le Parti communiste libanais est devenu un parti indépendant. Alors le camarade Nicolas Chawi, qui était le secrétaire général de ce parti, a amené à la direction du parti un certain nombre de jeunes, entre autres moi-même. Or un nombre important des jeunes sont entrés à la direction par nomination, et non par élection, parce que nous étions tout de suite après la scission et qu'il fallait préparer un congrès, mais tout d'abord il fallait que nous ayons les instances qui préparent le congrès. Ces jeunes-là, surtout après 1965-1966, n'acceptaient pas les méthodes anciennes. Nous avons commencé à avoir des problèmes avec la vieille garde, qui était très attachée à l'Union soviétique. Et nous avons eu des problèmes à l'intérieur du pays. Cette vieille garde du parti a même cassé des grèves, parce que ces grèves étaient dirigées contre un Premier ministre qui était un ami de l'Union soviétique. Comment faire une grève contre un Premier ministre qui est un ami de l'Union soviétique ? D'une question à l'autre, on s'est trouvé face à une vieille garde très ancienne dans le parti, de très bons camarades, qui avaient une histoire extraordinaire, mais qui étaient liés à l'Union soviétique sur des bases anciennes. Alors la querelle a commencé, et l'Union soviétique est intervenue d'une manière terrible. Ils ont accusé George Hawi d'être un agent de la CIA ! C'était pour pouvoir diviser le parti ! Nous avons décidé que George sortirait du pays, et nous avons continué la bataille pour gagner l'ensemble du parti. Nous avons travaillé une année complète pour gagner le parti, camarade par camarade. Et nous avons réussi, nous les jeunes, à avoir avec nous certains membres de la vieille garde. Il n'y en a que deux du secrétariat qui ont refusé, et nous leur avons donné une année de réflexion, mais ils ont persisté. Alors nous les avons mis en dehors du parti et nous avons continué le travail.

A. J. :

Et il s'est formé un autre parti ?

K. M. :

Non, mais nous avons reçu moins d'argent de l'Union soviétique. C'était une forme d'obstruction. J'ai écrit que certains partis affirment n'avoir pas reçu d'argent de l'Union soviétique. Nous en avons reçu, mais en quantités minimes, qui ne correspondaient ni aux devoirs de l'Union soviétique, ni à notre droit d'être attachés à l'Union soviétique et à l'Internationale. À nous, les pauvres, l'Union soviétique devait donner plus. Nous n'avons reçu que de très petites sommes. C'est comme ça, c'est la vérité. Pourquoi nier ce que nous avons reçu ? Certains partis ont déclaré qu'ils n'avaient rien reçu, mais les chiffres montrent ce qu'ils ont reçu. Ils ont signé. Et moi-même, j'ai signé, mais pour des sommes minimes. Alors, malgré cette intervention soviétique, nous avons dit que nous déciderions nous-mêmes de notre politique libanaise et arabe, que l'Union Soviétique n'avait rien à voir avec nous et les décisions de notre politique. Quant à l'échelle internationale, nous restions liés à l'Union soviétique, parce qu'elle était le chef de notre mouvement. Malgré le mal que nous a fait l'Union soviétique, nous avons continué à dire qu'elle était le chef du mouvement communiste international. Et d'ailleurs, nous avions besoin de son soutien dans notre combat. Alors finalement, nous sommes revenus aux règles de la vie du parti : organiser le congrès, élire les instances lors du congrès, discuter, etc. Et le parti, après ce deuxième congrès, a fait un pas en avant. En deux ans, il est devenu une force essentielle dans le pays. Auparavant, nous avons beaucoup reculé. Dans les années 30 ou 40, nous étions une force importante. Mais dans les années 50, nous avons reculé. Alors après cette scission avec le parti syrien, le parti a beaucoup évolué, surtout avec sa politique libanaise indépendante.

A. J. :

En même temps, dans ce que tu montres de cette évolution, il y a bien une difficulté à changer. On voit tes difficultés à changer un certain nombre de pratiques, notamment dans les années 80. Donc il y a une difficulté à se transformer, qui revient...

K. M. :

C'est la guerre civile. Toute notre attention s'est concentrée sur la guerre. Alors par conséquent, la pensée, la politique, tout ce qu'il y avait de nouveau dans la vie du parti, tout cela a été laissé à l'écart. C'est pourquoi à la fin de la guerre civile, au début des années 90 et avec la fin de l'Union soviétique, le parti a beaucoup reculé. Il est entré dans une période de crise qui continue encore maintenant. Mais je ne veux pas parler de cette crise. Personnellement, je n'ai jamais cessé d'écrire. J'ai écrit des articles et des livres, j'ai exprimé mes idées. En 1990, j'ai publié un

livre qui s'appelle *Dialogues*, qui a eu beaucoup de répercussions. Il a été publié avant la fin de l'Union soviétique. Il y a eu deux éditions la première année, et la troisième édition devait paraître lorsqu'il y a eu l'écroulement de l'Union soviétique. J'ai alors estimé qu'on était dans une nouvelle étape, et qu'on ne pouvait pas publier un livre qui appartenait déjà au passé. Mais la répercussion a été très grande, dans l'ensemble des pays arabes. Il s'agit de trois articles sur lesquels il y a eu de grandes discussions. Une quarantaine d'intellectuels y sont intervenus, et j'ai mis à la fin mes propres conclusions, sans parler des très nombreuses opinions exprimées. Je ne voulais pas faire la conclusion de l'ensemble du débat. J'ai fait à la fin de ce livre la conclusion de mes propres idées. C'est un livre de 580 pages, un gros bouquin...

A. J. :

Et qui porte sur l'Histoire ?

K. M. :

Non, sur le socialisme, la démocratie, la Révolution, la religion, le nationalisme. Ce sont les cinq problèmes qui faisaient débat à ce moment-là. Alors j'ai donné mon opinion sur ces cinq questions. Le débat a porté sur ces questions et sur mes opinions à leur sujet.

A. J. :

Une dernière question : j'ai eu l'impression, en te lisant, que la situation politique actuelle des pays arabes appelait une nouvelle composition politique. Dans le fond, je me suis demandé si on ne revenait pas à la situation des guerres d'indépendance. C'est-à-dire que tu proposes un retour à une union de toutes les forces de la liberté, des forces qui veulent l'indépendance des nations, et finalement ça va dans le sens de ce qu'on analyse un peu partout : on a parlé de néocolonialisme, mais finalement on dit de plus en plus que, dans le fond, la colonisation n'a pas été vraiment close. Et j'ai eu l'impression que cette façon de recréer une union de ces forces d'indépendance, c'était un peu revenir à la situation politique des guerres d'indépendance et à la composition des forces qui ont permis cette indépendance. Est-ce que tu le vois comme ça ?

K. M. :

Je comprends ce que tu veux dire. Pour moi, avoir toujours le drapeau du socialisme, le mot socialisme, agiter les gens avec le slogan du socialisme, c'est à mon avis d'un temps qui est déjà dépassé. Or, quelles sont les tâches actuelles pour nos pays ? C'est de créer un État moderne, un état démocratique, un état

constitutionnel, c'est aider à ce que la démocratie soit aussi l'essence de la vie dans nos sociétés, pour pouvoir travailler ensemble dans le domaine de la liberté et de la démocratie, travailler pour faire avancer nos pays, parce que nos pays sont des pays très arriérés. On peut parler de socialisme, mais il faut donner au socialisme son caractère actuel. Et à mon avis, quand on parle d'indépendance, de la question de l'État, de développer l'économie, de créer une démocratie dans la société, dans les partis, dans l'État, ce sont des tâches très difficiles à réaliser et qui exigent beaucoup d'années. Ce sont donc des tâches qui exigent un large front. Bien sûr, il faut que les forces de la gauche soient au centre de ce rassemblement, et même à l'avant-garde si c'est possible. Mais elles ne peuvent prétendre que ce sont leurs tâches propres. Ce sont les tâches de toute la société, et c'est dans ce sens que j'appelle à un grand rassemblement, pour des tâches qui sont actuelles, nécessaires, importantes, et qui exigent d'être immédiatement à l'ordre du jour.

A. J. :

Ce que nous ramène à ton analyse du marxisme...

K. M. :

Je suis en train de préparer un nouveau livre, j'en suis presque à la fin. Je verrai avec Francis Combes ou je ne sais qui... Le titre sera quelque chose comme *La Gauche arabe entre le projet de Marx et les réalités de notre temps*. Il faut vraiment revenir aux idées essentielles de Marx, parce qu'au temps de Marx, on ne pouvait prévoir qu'il y aurait un pays socialiste. Il pensait à l'avenir avec beaucoup de précaution. Donc l'essentiel chez Marx, ce ne sont pas ses écrits de tous les jours, mais sa pensée future, c'est-à-dire son utopie : socialisme, communisme, etc. Cela peut continuer, mais l'essentiel est de ne pas agiter les gens avec ces mots d'ordre pour créer le paradis sur terre. Le paradis sur terre n'existe pas. C'est une utopie, et moi je suis pour cette utopie, mais il faut avoir un programme réaliste pour aujourd'hui, pour demain, et pour un nombre considérable d'années dans l'avenir. Si nous sommes d'accord avec Marx, il faut créer les fondements, les bases essentielles d'un socialisme qui peut venir un jour. Lénine disait : nous sommes en train de construire le capitalisme d'État ! Nous, nous voulons créer l'État prolétarien dans des pays où la classe ouvrière n'existe presque pas ou, si elle existe, elle n'a pas le rôle dont Marx avait parlé. Il avait des idées très tournées vers l'avenir, mais pas pour le présent.

A. J. :

Mais en même temps, et c'est ce sur quoi tu insistes, ses idées sont très liées aux réalités du présent. Tu les dis évolutives...

K. M. :

D'ailleurs, dans sa *Critique du programme de Gotha*, il dit que pour chaque programme d'un parti socialiste, s'il n'y a pas la possibilité de le réaliser objectivement, alors ce programme n'est pas un programme socialiste. Pour qu'un programme soit vraiment celui d'un parti socialiste, il faut qu'il soit possible de le réaliser. Autrement, on dit aux gens : venez avec nous, nous allons faire un paradis sur terre. Il faut appeler les gens à travailler, à lutter pour quelque chose de réalisable, dans un mois, dans un an, dans dix ans. C'est à mon avis le sens de la politique, si on parle de la politique de masse.

A. J. :

Par rapport à cela, ton analyse sur le dépérissement de l'État me semble être de ces entrées nouvelles, quelque chose qu'il faut repenser.

K. M. :

L'idée de Marx du dépérissement de l'État est une idée pour l'avenir du communisme. Lénine en a aussi parlé dans *L'État et la Révolution*, mais tout de suite après son programme de la NEP, il a oublié tout ça, il a commencé à renforcer le capitalisme d'État. Quand on entre dans la vie réelle, on trouve quelquefois que nos slogans abstraits n'ont rien à voir avec la réalité. Alors maintenant, la mondialisation est en train de faire dépérir l'État, mais dans quel sens et avec quels objectifs ? C'est autre chose, et ce n'est pas ce que Marx avait en perspective.

A. J. :

Et donc, cela nous oblige à repenser autrement le rôle de l'État ?

K. M. :

Pour moi, il est essentiel de faire d'abord un État. Or nous n'avons pas d'État. Dans tous les pays arabes, nous avons des individus qui contrôlent le pays, ou des familles. Il n'y a ni État, ni institutions d'État, ni démocratie, il manque beaucoup de choses. Donc, ce qui est nécessaire, important, primordial, c'est de créer cet État pour faire un pays. Ensuite, on peut lutter contre cet État pour changer, améliorer, démocratiser, etc. Mais l'essentiel est que cet État soit créé. Maintenant, nous avons Émile Lahoud qui a été désigné président du Liban par la Syrie. Que faire avec Bachar El-Assad ? Que faire avec Hosni Moubarak ? Que faire avec la famille saoudienne et celles des pays du Golfe ? Avec Saddam Hussein dans le temps ? Avec Kadhafi ? Ce sont des États ?

A. J. :

Oui, mais même hors des pays arabes, tu le dis bien, dans le cadre du capitalisme mondialisé, il y a un rôle de l'État, de médiation, de régulation, pour limiter les effets du capitalisme sauvage.

K. M. :

A mon avis, même dans les pays du capitalisme mondialisé, il ne faut pas permettre d'éliminer l'État, car éliminer l'État va dans la direction des intérêts de ce capitalisme mondialisé, sauvage, qui veut mettre tout au service de ses intérêts. Il ne faut pas permettre à ce capitalisme mondialisé de casser la puissance de l'État. C'est alors aux forces de la démocratie et du progrès de faire le nécessaire pour que l'État soit le plus possible au service du développement, du progrès, et aussi de la justice sociale. Cela dépend aussi des forces : il faut que ces forces démocratiques soient présentes pour faire cette politique, et ne pas permettre à cet État, qui est nécessaire, de se mettre au service du capitalisme mondialisé. C'est notre tâche. Si nous ne faisons pas cela, que faisons-nous ?

1. Karim Mroué, Samir Amin, *Communistes dans le monde arabe*, préface de George Labica, Paris, Le Temps des Cerises, 2006, 226 p., 14 euros.
2. Belkedziz est professeur de philosophie à l'université de Rabat.
3. *Al-Tariq* est une revue culturelle et politique libanaise dont Karim Mroué est l'un des animateurs.
4. La FMJD est la Fédération mondiale de la jeunesse démocratique. Créée en 1945, elle a rassemblé les mouvements de jeunes communistes. Elle existe toujours aujourd'hui et fédère des organisations de jeunesse de gauche.
5. Santiago Carrillo est né en 1915. Il est bien vivant et exprime épisodiquement son point de vue dans la presse.
6. Hassan Hamdane est un philosophe libanais. Né en 1936, publiant, notamment sous le pseudonyme de Mahdi Amil, de nombreux ouvrages d'analyses théoriques et politiques, partisan d'un Liban démocratique et laïque, il a été assassiné à Beyrouth en 1987. Son livre, *L'État confessionnel. Le cas libanais*, a été publié en français en 1996.